

**SUCCESSION AB INTESTAT – PATERNA PATERNIS, MATERNA MATERNIS (OUI) –  
TESTAMENT (NON)**

*« La règle paterna paternis, materna maternis ne s'applique qu'aux successions ab intestat et non aux testaments ».*

Héritiers de R.D

R.R.D

R.M.L

Les héritiers de R.A

A.R.L,

assistés de Maître RAHANTAMALALA Noro

C/

Monsieur R.J.R

**REPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

**COUR DE CASSATION**

**CHAMBRE CIVILE COMMERCIALE SOCIALE**

La Cour de Cassation, Chambre Civile Commerciale Sociale en son audience publique ordinaire du vendredi quatre août deux mille dix-sept, tenue au Palais de Justice à Anosy, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

**LA COUR**

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi des héritiers R.D, R.R.D, R.M.L, les héritiers de R.A, A.R.L, tous demeurant au lot [Adresse 1] ayant pour conseil Maître RAHANTAMALALA Noro, avocat et élisant domicile en l'étude de leur conseil, contre l'arrêt n° 1615 du 14 novembre 2007 de la Chambre Civile de la Cour d'Appel d'Antananarivo rendu dans le litige les opposant à R.J.R ;

Vu le mémoire en demande ;

Sur le moyen unique de cassation tiré de la loi organique 2004.036 du 1er octobre 2004 relative à la Cour Suprême et les trois Cours la composant, pour fausse application ou fausse interprétation de la loi, *en ce que* l'arrêt attaqué a annulé le testament n° 31 du 26 mars 1967 laissé par feu R.S aux motifs que l'article 16 de la loi 68.012 relative aux successions ne s'applique pas dans le cas d'espèce ; En l'espèce, la succession de R.J est toujours entre les mains de ses héritiers légitimes même s'il y a eu testament de R.S et que l'article 29 de la loi 68.012 est toujours appliquée, le résultat est toujours le même et le testament est régulier et valable ;

Vu les textes de loi visés au moyen ;

Attendu qu'il est reproché à l'arrêt attaqué d'avoir retenu que le testament litigieux a été annulé pour non-respect de la règle « paterna paternis, materna maternis » ;

Attendu cependant que ledit principe ne s'applique qu'aux successions ab intestat et non aux testaments ;

Attendu ainsi que l'arrêt attaqué a méconnu les termes de la loi sur les successions et ne peut qu'être censuré ;

**PAR CES MOTIFS**

**CASSE ET ANNULE** l'arrêt n° 1615 du 14 novembre 2007 de la Chambre Civile de la Cour d'Appel d'Antananarivo ;

Renvoie la cause et les parties devant la même juridiction, autrement composée ;

Ordonne la restitution de l'amende de cassation ;

Condamne le défendeur aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Cour, Chambre les jour, mois et an que dessus.

Où étaient présents :

Messieurs et Mesdames

- RAKETAMANGA Odette, Président de Chambre, Président ;
- TOBSON Emma Augustine, Conseiller - Rapporteur ;
- RANDRIAMANANTENA Mauricette, Conseiller, RABETOKOTANY Marcelline, Conseiller, RAZAFIMORIA David, Conseiller, tous membres ; ;
- RAKOTONDRA SOA Jean Fidèle, Avocat Général ;
- RAJAONARISON Herimalala Patricia ;

La minute du présent arrêt a été signée par le Président, le Rapporteur et le Greffier.